

Révisionnisme

**10 000 €
d'amende requis
contre Gollnisch**

LE PROCUREUR de la République a demandé hier au tribunal correctionnel de Lyon de condamner Bruno Gollnisch à 10 000 € d'amende. Le numéro 2 du Front national était poursuivi pour « contestation de crime contre l'humanité » après avoir tenu des propos polémiques sur l'existence des chambres à gaz lors d'une conférence de presse à Lyon, le 11 octobre 2004. Pour le procureur, Bernard Reynaud, les propos de Gollnisch relèvent de la loi Gayssot sur la négation de l'Holocauste.

« Quand Bruno Gollnisch affirme qu'il reconnaît l'existence des chambres à gaz homicides, mais qu'il n'est pas un spécialiste et qu'il appartient aux historiens d'en débattre, il exprime un doute », a lancé le procureur dans son réquisitoire. « C'est une insinuation, une forme déguisée, dubitative, qui crée le doute (...) C'est dans ce sens que je crois que Monsieur Gollnisch a passé la ligne jaune, qu'il a commis une faute, qu'il a dérapé », a estimé le magistrat. Le jugement a été mis en délibéré au 18 janvier.

NICOLAS VALLON

EN BREF

UMP

C'est « Jacques Chirac qui représente le mieux le gaullisme du XXI^e siècle », estime Jean-Louis Debré dans une interview à « la Croix ». Mais Dominique de Villepin « incarne aussi cette tradition », estime le président de l'Assemblée nationale. Le gaullisme est « une volonté d'agir plutôt que de subir, de ne pas admettre la pensée dominante et le politiquement correct », selon Debré.

Majorité

« La victoire de la droite n'est pas acquise »

JEAN-PIERRE RAFFARIN, sénateur de la Vienne, ancien Premier ministre

PROCHE de Jacques Chirac et d'Alain Juppé, président du club Dialogue et Initiative, Jean-Pierre Raffarin — qui préside ce soir un « dîner de l'union » à Fontainebleau (Seine-et-Marne) — souhaite que l'UMP n'ait qu'un seul candidat en 2007. Il explique à quelles conditions, à ses yeux, la victoire de Nicolas Sarkozy deviendrait possible.

Les débats du PS ne sont-ils pas en train d'aider les socialistes à monter en puissance ?

■ Jean-Pierre Raffarin. En profondeur, je ne suis pas sûr que ces débats servent les socialistes. Pour les Français, ils affichent leurs divisions et ne se consacrent qu'à des manœuvres peu sincères. Pour autant, on aurait tort de considérer la victoire de la droite en 2007 comme acquise. Si les conditions de la victoire sont accessibles, elles ne sont pas aujourd'hui réunies. Soyons attentifs à la mobilisation de nos adversaires qui peut amener l'électorat hésitant ou inquiet à voter pour eux. Veillons à ce que notre projet et notre candidat ne soient pas caricaturés à l'extrême : ils le sont trop actuellement. Nos adversaires cherchent ainsi un thème fédérateur.

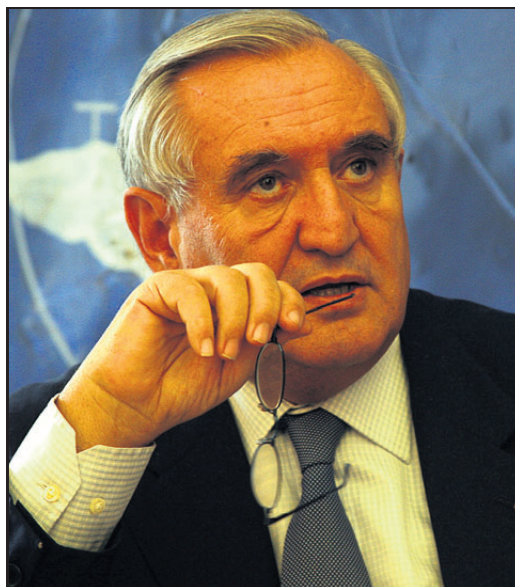
A quelles conditions, à vos yeux, la victoire en 2007 deviendrait-elle possible ?

Nous devons avoir trois objectifs. 1. Renforcer l'union. Il y a encore aujourd'hui trop de tentations de dis-

persion. 2. Apaiser le ton du débat politique. Notre démocratie a besoin de sérénité. Notre société est trop fragile pour que la politique soit brutale. 3. Sélectionner les trois ou quatre propositions simples et réalistes à partir desquelles l'opinion fera, le jour venu, son choix. Avec ces conditions, je suis optimiste.

Quel type de « propositions » ?

La mission première du candidat à la présidence de la République, c'est de protéger les Français des désordres du monde : guerres, terrorisme, délocalisations, immigration clandestine... Cela impose une vision et une capacité internationales, une réflexion sur la souveraineté économique de l'Europe et une politique nationale de cohésion sociale. S'agissant du projet de l'UMP, je milite pour une organisation institutionnelle qui renforce la position du Premier ministre et les pouvoirs du Parlement : les Français préfèrent l'équilibre des pouvoirs au cumul des responsabilités. Je souhaite aussi un meilleur partage social des résultats des entreprises bénéficiaires : 1/4 pour les actionnaires, 1/4 pour les investissements, 1/4 pour la participation des salariés, 1/4 pour la fiscalité ; 50 % réservés pour l'économie, 50 % pour le social : ce partage-là serait plus juste.



PARIS (VI^e). Jean-Pierre Raffarin. (LP/D. GOLDSZTEJN.)

Pensez-vous, comme Alain Juppé, que « deux candidats UMP au premier tour, c'est zéro au second » ?

Oui. Je propose sur mon blog (www.carnetjpr.com) que tous ceux qui veulent la victoire de notre camp en 2007 signent un code d'honneur de l'union.

« Notre candidat devra avoir une pensée ouverte, des projets partagés et un entourage équilibré »

Un « code » pour quoi faire ?

Il est composé de trois messages. 1. Oui à l'unicité de candidature. La division, c'est la défaite. Il ne faut qu'un seul candidat à la présidentielle. 2. Oui à un projet créatif, bâti à partir de l'expérience de notre bilan que nous devons pleinement assumer. Il y a des actions à poursuivre. Il y a des changements auxquels il faudra procéder. Bref, nous devons proposer un bon dosage de continuité et de changement. La « rupture » ne peut être que partielle. 3. Oui à des débats sereins. Il faut que chacun s'engage à y participer sans provocation ni caricature.

Nicolas Sarkozy est-il, à ce jour, assez rassembleur ?

Nous sommes encore dans la phase préliminaire. Dans sa campagne, le candidat choisi par les militants de l'UMP devra être une personne de rassemblement avec une pensée ouverte, des projets partagés et un entourage équilibré.

A plusieurs reprises, vous l'avez incité à quitter la Place Beauvau pour entrer en campagne. Le dites-vous toujours ?

Comme je suis unitaire, je ne suis pas entêté. Mais je constate que les événements me donnent raison. Je ne crois toujours pas que le ministère de l'Intérieur soit un bon point de départ pour une campagne électorale.

Vous avez proposé de le remplacer, le cas échéant, à la présidence de l'UMP...

La proposition ne vient pas de moi.

Je n'ai jamais été un boulimique de l'ambition. Je dis simplement qu'il faut renforcer l'UMP pour en faire un véritable parti de gouvernement et le lieu de la préparation à l'exercice des responsabilités au niveau local comme au niveau national.

« En 2007, la France n'a pas les moyens d'une improvisation politique »

Comment interprétez-vous le « tout est possible » lancé par Jacques Chirac dans « le Figaro » ?

Par définition, le président de la République assume sa charge à la tête de l'Etat jusqu'au dernier jour de son mandat. Et l'expérience nous a appris que l'histoire ne s'écrit pas à l'avance.

Ségolène Royal vous a-t-elle surpris ?

Sa vérité apparaît progressivement. C'est la force d'une campagne présidentielle : la dissimulation n'est pas possible. Quoi qu'elle dise, son action locale ne légitime pas son ambition nationale : en vingt ans de responsabilités locales, aucun grand projet ne pourrait porter son nom. J'attends de voir si elle s'est davantage préparée à l'Elysée qu'elle ne l'a fait au niveau régional. Car la France n'a pas les moyens, en 2007, d'une improvisation politique.

L'UMP laisse-t-elle trop d'espace à François Bayrou ?

François Bayrou est entré dans l'opposition. Aujourd'hui, les voix qui se portent sur lui viennent de la gauche et retourneront à la gauche. Il n'est plus en situation d'être l'arbitre de la prochaine élection.

Si Le Pen n'avait pas ses 500 signatures, cela poserait-il un problème démocratique ?

La règle des 500 signatures, comme toute règle, ne peut pas être changée en fonction des circonstances. La meilleure réponse serait de débattre de l'introduction d'une dose de proportionnelle aux législatives. Même si cette idée est minoritaire à l'UMP, je ne suis pas hostile à ce débat.

Nicolas Hulot doit-il se porter candidat ?

Les propositions qu'il formule rencontrent un écho qu'elles n'avaient pas reçu quand elles l'avaient été par d'autres. Cela veut dire que sa personnalité compte : il n'est pas partisan. Le message du développement durable se doit de rester libre par rapport aux partis politiques.

Vous venez de passer une semaine en Chine avec Jacques Chirac. Y a-t-il un proverbe de la sagesse chinoise qui pourrait être utile à la majorité ?

Oui. « Celui qui boit l'eau du puits ne doit pas oublier celui qui l'a creusé. »

PROPOS RECUEILLIS PAR DOMINIQUE DE MONTVALON ET LUDOVIC VIGOGNE

HITMUSICONLY!

JUSTIN TIMBERLAKE

LE 22 MAI PARIS - BERCY
LE 12 JUIN LYON - LA HALLE

OUVERTURE DE LA BILLETTERIE LE 9 NOVEMBRE

ALBUM EN VENTE ACTUELLE: **6**

locations : 0892 390 490 (0,34 €/mn)
www.ticketnet.fr, www.fnac.com
Fnac, Virgin Megastore, Carrefour

www.JUSTINTIMBELAKEFANCLUB.COM

PARTENAIRE DES PLUS GRANDS CONCERTS

NRJ